

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

continue de croire que le rôle du secteur privé est de créer de l'emploi. Comment alors le secteur privé pourra-t-il accroître ses investissements si le gouvernement continue de se montrer aussi indécis et incertain?

Depuis un an et demi, le Parlement n'a pas eu à se prononcer sur un budget. Et pourtant, ce gouvernement, dont le ministre est un des membres les plus influents, refuse toujours aux Canadiens le leadership qu'ils réclament et refuse toujours de leur dire ce qu'il compte faire.

● (1540)

Ce silence n'augure rien de bon, monsieur l'Orateur, car, dans le discours du trône, le gouvernement a laissé entrevoir à quel point ses objectifs diffèrent de ceux du gouvernement précédent. Le gouvernement Clark, dont j'ai eu l'honneur de faire partie, croyait que le temps était venu pour les gouvernements de payer leurs dettes, de réduire la taille de la Fonction publique, de maîtriser l'administration, bref de faire en sorte que la gestion du pays soit à la portée du Parlement du Canada et du cabinet canadien. Or, nous lisons dans le discours du trône que les Canadiens veulent un gouvernement plus efficace et non un gouvernement plus effacé.

Je dis au premier ministre (M. Trudeau), au ministre des Finances et au ministre de l'Emploi et de l'Immigration qu'il est impossible d'avoir un gouvernement à la fois énorme et efficace. Si l'on veut que la gestion de l'économie soit saine, que le Parlement assume ses responsabilités et examine scrupuleusement les dépenses publiques, si l'on veut avoir le sentiment que le cabinet et les représentants élus exercent un certain contrôle sur les activités de l'État, alors il ne faut pas que le gouvernement soit énorme. On ne peut pas se permettre un gouvernement caractérisé par le gaspillage et la croissance démesurée; c'est pourtant ce que l'on semble proposer aux Canadiens.

Je voudrais rappeler au ministre de l'Emploi et de l'Immigration un engagement pris par le parti libéral. C'est peut-être une erreur de ma part, puisque le parti libéral a déjà manifesté son intention de ne pas tenir les promesses qu'il a faites lorsqu'il était dans l'opposition. Mais je veux quand même lui rappeler une déclaration faite par le premier ministre le 12 janvier 1980, à titre de chef du parti libéral. Il a fait cette déclaration lors d'une réunion électorale, à Toronto. J'ai en main une copie de son discours, et voici ce qu'il a dit:

Voici ce à quoi nous nous engageons:

—Nous allons empêcher les dépenses gouvernementales de croître à un rythme supérieur au taux d'augmentation du PNB.

—Nous renonçons à taxer l'essence ainsi qu'au programme de déduction hypothécaire. En somme, cela favorise la justice sociale et enrichit le trésor public.

—Nous allons réviser le régime fiscal pour nous assurer que tous les secteurs de l'économie participent équitablement à la satisfaction des besoins futurs.

—Nous allons réduire le déficit...

J'ai peine à croire une chose même si elle est écrite noir sur blanc. Le premier ministre a poursuivi en disant:

...d'une façon graduelle et méthodique, mais sans nuire pour autant aux emplois, à la croissance et à la lutte contre l'inflation.

—Finalement, nous promettons au cours de cette campagne que tout nouveau programme de dépenses destiné à satisfaire des besoins nouveaux des Canadiens, sera financé par une réaffectation des dépenses actuelles ou par de nouvelles recettes. Nous n'allons pas accroître le déficit en créant des programmes nouveaux.

A quelques reprises la semaine dernière j'ai demandé au président du Conseil du Trésor d'être franc envers le Parlement et le public canadien et de nous dire qu'il allait tenir la promesse en question et régler le rythme des dépenses sur celui du produit national brut. Le ministre a refusé. Il a refusé de faire cette promesse. Il a préféré répondre que c'était leur objectif qu'ils aimeraient régler le rythme de croissance des dépenses sur celui de la croissance réelle du PNB. Mais il a refusé de promettre quoi que ce soit.

Qu'en est-il de la promesse de financer de nouvelles dépenses en réaménageant les ressources actuelles au lieu d'accroître le déficit? De quel ordre sera le déficit? Quels sont les programmes de dépenses du gouvernement? Quand le public canadien en sera-t-il informé? Quand le gouvernement va-t-il se montrer franc à l'égard du public? Le parti libéral croit-il en quelque chose? Quel type de leadership veut-il donner aux Canadiens? D'un gouvernement majoritaire les Canadiens attendent qu'il leur montre la voie et que ce même gouvernement dise à l'entreprise privée qu'il s'attend à ce qu'elle investisse les fonds nécessaires pour créer de nouveaux emplois.

Je voudrais également rappeler au ministre une des déclarations des libéraux au cours de la campagne électorale en réponse à un questionnaire au *Financial Post*. C'était au sujet des dépenses. Voilà comment le parti libéral y a répondu, en exposant son programme de dépenses et d'expansion. Cela commence ainsi:

Nous avons pour politique de veiller à ce que les dépenses du gouvernement augmentent moins rapidement que le produit national brut. Comme cette politique nécessitera des mesures de restriction semblables à celles qui nous permettent depuis quatre ans de maintenir nos dépenses en deçà de 10 p. 100, la plupart des changements que nous apporterons prendront la forme d'une nouvelle répartition des budgets existants, afin de continuer à favoriser l'expansion économique et à protéger les démunis de notre société.

Qu'est-il arrivé à cette promesse? Pour qu'il puisse nous convaincre qu'il avait pris cet engagement avec sérieux et honnêteté, quand son ministre des Finances projette cette année pour l'économie canadienne un taux de croissance réelle de 0.5 p. 100, le parti libéral doit s'efforcer de maintenir ses dépenses à moins de 0.5 p. 100 de ce taux. Le gouvernement tiendra-t-il cette promesse ou manquera-t-il à sa parole, comme à bien d'autres reprises auparavant?

Une voix: C'est déjà fait.

M. Beatty: Mon collègue prétend que les libéraux n'ont pas respecté leur engagement. Oui, c'est bien vrai. Voilà toute l'estime que le présent gouvernement a pour le Canada.

Ayant reconnu les effets ruineux de l'inflation sur les Canadiens ayant un revenu modeste ou moyen, et sur les petits commerçants, le gouvernement a promis de juguler l'inflation. Mais que fait-il? Où sont les indices que le gouvernement est disposé...